

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire
DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE,
5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 –
44263 Nantes Cedex2

Ancenis-Saint-Géréon, le 10 juillet 2023

Par courriel à l'adresse evaluation-env-projets@developpement-durable.gouv.fr et LRAR n° 1A 185 519 8654 1

Vos ref : projet n°2023-6890

RECOURS ADMINISTRATIF

Monsieur le préfet,

La Société Manitou BF porte un projet de création d'un nouveau site industriel, dédié à la fabrication de pièces pour nacelles élévatrices, sur un terrain d'une surface de 7,4 hectares situé sur la Commune de Candé (49440).

MANITOU, qui est une référence mondiale du secteur de la manutention, de l'élévation de personnes et du terrassement, souhaite poursuivre sa croissance sur le marché de la nacelle élévatrice avec une augmentation des volumes de production dans les années à venir. Pour cela, MANITOU, entreprise familiale, confirme son identité régionale en ayant pour projet de créer une troisième usine sur la commune de Candé. Cette usine intégrera 3 principaux process que sont la mécano-soudure, l'usinage et la peinture pour fabriquer les structures des nacelles élévatrices de gamme ATJ et TJ.

Ce projet dynamisera l'économie de la Commune et de la Communauté de Commune (Anjou Bleu Communauté) en créant plus d'une centaine d'emplois sur le territoire.

Dans le cadre de cette opération, une demande d'examen au cas par cas n°2023-6890 vous a été transmise le 7 avril 2022, en application de la rubrique 39 de l'annexe à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.

Par un arrêté en date du 11 mai 2023 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, Madame Annaïg LE MEUR, Cheffe du Service



Connaissance du Territoire et Evaluation (SCTE) de la DREAL, a soumis ce projet à étude d'impact en précisant que :

« L'étude d'impact aura notamment vocation à analyser les nuisances potentielles (bruit, pollution,...) du flux routier, généré par le projet et de compléter l'état initial faune/flore afin de qualifier les enjeux et d'évaluer précisément les incidences en matière d'atteinte aux espèces protégées. La démarche visant l'évitement et la réduction des impacts potentiels, ainsi que la compensation des impacts résiduels (démarche ERC), sera à restituer afin de pouvoir expliciter au public ces éléments et les arbitrages opérés au regard de l'ensemble des enjeux environnementaux et de santé. »

La Société MANITOU a fait réaliser des études environnementales complémentaires au regard de ce qui avait pu être observé lors des deux premiers passages du Bureau d'Etudes Environnement et de l'instruction de la mise en compatibilité du PLU, qui figurent dans le diagnostic écologique mis à jour, joint aux présentes (Pièce jointe n°1).

Les résultats de ces études sont identifiés par un trait en marge orange afin d'en faciliter la lecture.

Ce rapport étant une mise à jour printanière d'un diagnostic hivernal, les parties ayant fait l'objet de fortes modifications et/ou d'ajouts sur cette version finalisée sont signalées par un encart orange sur le bord de la page (identiques à celui indiquant ce paragraphe).



(Pièce jointe n°1, page 5)

Les résultats obtenus dans le cadre des études réalisées sur quatre saisons démontrent que le projet n'apparaît pas, par sa localisation (1) ou ses incidences (2), de nature à justifier la production d'une étude d'impact. Par conséquent, la Société MANITOU BF entend former, par la présente, un recours administratif préalable obligatoire en application de l'article R.122-3-1-VII du code de l'environnement afin de solliciter le retrait de l'arrêté du 11 mai 2023 et la délivrance d'un arrêté de dispense de réalisation d'une telle étude.

1. Sur l'absence d'enjeu environnemental relatif à la localisation du projet

Au terme des dispositions de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement, l'autorité chargée de l'examen au cas par cas doit apprécier, sur la base des informations fournies par le maître d'ouvrage, si les incidences du projet sur l'environnement et la santé humaine sont notables eu égard, notamment, à sa localisation.

A cet égard, « la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées par le projet doit être considérée en prenant notamment en compte :

- a) L'utilisation existante et approuvée des terres ;
- b) La richesse relative, la disponibilité, la qualité et la capacité de régénération des ressources naturelles de la zone (y compris le sol, les terres, l'eau et la biodiversité) et de son sous-sol ;
- c) La capacité de charge de l'environnement naturel, en accordant une attention particulière aux zones suivantes :
 - zones humides, rives, estuaires ;
 - zones côtières et environnement marin ;
 - zones de montagnes et de forêts ;
 - réserves et parcs naturels ;



- zones répertoriées ou protégées par la législation nationale ; zones Natura 2000 désignées en vertu des directives 92/43/CEE du 21 mai 1992 et 2009/147/CE du 30 novembre 2009 ;
- zones ne respectant pas ou considérées comme ne respectant pas les normes de qualité environnementale fixées par la législation de l'Union européenne et pertinentes pour le projet ;
- zones à forte densité de population ;
- paysages, sites et monuments importants du point de vue historique, culturel ou archéologique. » (Annexe à l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement).

Pour illustrer la portée juridique de ces dispositions, la Cour administrative d'appel de Nantes a récemment précisé dans une décision du 30 mai 2023, que l'analyse de la sensibilité environnementale doit être effectuée uniquement au regard des enjeux et des mesures de protection existants sur le terrain concerné par le projet et non sur d'autres sites situés à proximité.

Il a ainsi été jugé, dans le cadre d'une affaire portant sur la réalisation d'un ensemble immobilier comprenant notamment la réalisation d'un hôtel et d'un centre de thalassothérapie dans une Commune littorale, que :

« L'unité foncière d'assiette du projet présente une superficie d'environ 40 000 m² et se situe à proximité d'équipements de tourisme et de loisir. Si le projet est localisé à environ 200 mètres d'une zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I (" Parc océanique de Kerguelen "), il ne relève cependant pas du périmètre de cette zone. Le site d'implantation du projet ne bénéficie pas d'une quelconque protection et ne s'inscrit dans aucune zone comportant des enjeux faunistiques et floristiques notables.

[....]

15. Il résulte de ce qui précède que les associations demanderesses ne sont pas fondées à soutenir qu'en estimant que le projet en litige, par sa nature, ses dimensions ou sa localisation, n'était pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine, le préfet de la région Bretagne aurait entaché son arrêté de dispense du 24 juin 2020 d'une inexacte application des dispositions précitées du code de l'environnement. » (CAA Nantes, 30 mai 2023, n° 22NT02352).

Le projet porté par la Société MANITOU BF se situe dans un milieu fortement anthropisé, au sein d'une zone d'activités aménagée en 2008, elle-même localisée à proximité immédiate du centre-bourg de Candé.

Le site ne se situe dans aucun périmètre réglementaire de protection environnementale. En effet, si des ZNIEFF de type I ou II se situent à une distance de 2 à 4 kilomètres du site et qu'une zone Natura 2000 est localisée à environ 16 km, ces zones sont éloignées du projet et ne peuvent donc justifier la prescription d'une étude d'impact au regard de la jurisprudence.

En outre, si le terrain se situe à l'intérieur du périmètre de protection du Château de la Saulaie, inscrit au titre des monuments historiques, cette circonstance n'est pas susceptible, à elle seule, de justifier la production d'une étude d'impact dans la mesure où le contrôle de l'absence d'atteinte à l'intérêt patrimonial de cet immeuble relèvera de la compétence de l'Architecte des Bâtiments de France, dans le cadre de l'instruction du permis de construire. En outre, le terrain d'assiette du projet fera l'objet d'un diagnostic archéologique préalablement à la réalisation des travaux.



Il n'existe donc sur le terrain concerné aucune servitude administrative environnementale imposant ou justifiant la réalisation d'une étude d'impact et les intérêts patrimoniaux présents entraîneront la réalisation d'un contrôle des incidences du projet préalablement à la réalisation des travaux.

Par ailleurs, il convient de rappeler que l'unité foncière fait l'objet d'une exploitation agricole consistant en une culture intensive sur la partie Ouest et une prairie de fauche annuelle sur la partie Est.



Le site fait donc l'objet de perturbations régulières par des pratiques de labour et de fauches. L'étude écologique menée jusqu'alors met en évidence que cette gestion particulière n'entraîne pas d'enjeux forts associés.

Les inventaires naturalistes qui ont été réalisés en octobre 2022 et février 2023 n'ont également démontré la présence d'aucune zone humide sur l'emprise foncière.

Seules des haies, qui seront toutefois intégralement conservées dans le cadre du projet, constituent des zones préservées de l'activité agricole.

Ce constat est confirmé par les études naturalistes complémentaires que nous avons fait réaliser dernièrement, à savoir en mai et juin 2023 (Pièce jointe n°1), qui complètent utilement les connaissances que nous avons déjà des enjeux faunistiques et floristiques sur le site.

Concernant la flore, aucune des espèces recensées n'est protégée ou ne présente d'enjeu de conservation particulier. Deux espèces exotiques envahissantes ont été observées (Ailante glanduleux et Robinier faux-acacia). Les enjeux écologiques sont donc considérés comme faibles sur la zone (Pièce jointe n°1, pages 38 et 39).

S'agissant de la faune, les inventaires réalisés au printemps ont permis de mettre en évidence la présence de quinze espèces de chiroptères protégées, trois espèces de reptiles protégées et une vingtaine d'espèces d'oiseaux protégées. Pour autant l'essentiel, si ce n'est la totalité, des enjeux écologiques, correspondant aux habitats des dites espèces, mis en avant sont inféodées aux milieux arbustifs et arborés situés en périphérie de la zone d'implantation du projet. De plus, la conservation et le renfort de ces habitats identifiés à enjeu sont prévus (Pièces jointe n°1, pages 40 et suivantes).



Par conséquent, au regard de ce qui précède, il n'existe pas sur l'emprise des constructions et aménagements envisagés, d'enjeu environnemental particulier auquel les constructions seraient susceptibles de porter atteinte en raison de leur localisation.

Pour cette raison, l'étude d'impact prescrite par l'arrêté contesté n'apparaît pas justifiée.

2. Sur l'absence d'enjeu environnemental relatif aux impacts du projet

Selon l'annexe à l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement, « les incidences notables probables qu'un projet pourrait avoir sur l'environnement doivent être considérées en fonction des critères énumérés aux points 1 et 2 de la présente annexe, par rapport aux incidences du projet sur les facteurs précisés au III de l'article L. 122-1, en tenant compte de :

- a) L'ampleur et l'étendue spatiale des incidences (zone géographique et importance de la population susceptible d'être touchée, par exemple) ;
- b) La nature des incidences ;
- c) La nature transfrontalière des incidences ;
- d) L'intensité et la complexité des incidences ;
- e) La probabilité des incidences ;
- f) Le début, la durée, la fréquence et la réversibilité attendus des incidences ;
- g) Le cumul des incidences avec celui d'autres projets existants ou approuvés ;
- h) La possibilité de réduire les incidences de manière efficace. »

Les facteurs de sensibilité environnementale concernés par l'étude des incidences sont, en application du III de l'article L. 122-1 du même Code :

- « 1o La population et la santé humaine ;
- 2o La biodiversité, en accordant une attention particulière aux espèces et aux habitats protégés au titre de la directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 et de la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 ;
- 3o Les terres, le sol, l'eau, l'air et le climat ;
- 4o Les biens matériels, le patrimoine culturel et le paysage ; »

En l'occurrence, l'arrêté du 11 mai 2023 que nous contestons prévoit que :

« L'étude d'impact aura notamment vocation à analyser les nuisances potentielles (bruit, pollution,...) du flux routier, généré par le projet et de compléter l'état initial faune/flore afin de qualifier les enjeux et d'évaluer précisément les incidences en matière d'atteinte aux espèces protégées. »

La réalisation d'une étude d'impact n'est donc pas justifiée par la nécessité de procéder à des études complémentaires pour identifier les conséquences précises d'impacts identifiés du projet sur l'environnement, mais uniquement pour identifier les impacts potentiels qui résulteraient :

- Du flux routier (2.1.) ;
- De l'atteinte à des espèces protégées (2.2.).

A cet égard, il ressort de nos études complémentaires, ainsi que les mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement qui sont envisagées sur le site (2.3.) que le projet n'aura pas d'incidences notables sur l'environnement qui justifieraient la réalisation d'une étude d'impact.



2.1. Sur l'absence d'incidences notables résultant du flux routier généré par le projet

La note d'analyse de l'impact du flux routier (Pièce jointe n°2) qui sera généré par le projet démontre que :

- La création de l'usine n'aura pas d'impact négatif sur les émissions de CO₂ liées au trafic poids-lourd au regard de l'évolution de production souhaitée en 2026, comparativement à un maintien du système de production actuel sans nouvelle usine (Pièce jointe n°2, page 12). Le projet vise en effet à relocaliser la production et à développer un approvisionnement local en matières premières ;
- Les nuisances liées au bruit généré par le trafic routier seront faibles dès lors qu'elles s'inscriront dans un contexte de zone d'activité générant d'ores et déjà ce type de nuisances. Le trafic qui sera principalement diurne n'aura qu'un impact limité sur les espèces nocturnes, notamment les chiroptères (Pièce jointe n°2, page 11).

Le projet ne générera donc pas de nuisances notables en matière de flux routier justifiant la réalisation d'une étude d'impact.

En tout état de cause, la Cour administrative d'appel de Nantes a récemment précisé que les nuisances liées aux trafic routier ne peuvent justifier à elles seules la réalisation d'une telle étude :

« La circonstance qu'une augmentation du trafic routier sera générée par le complexe hôtelier envisagé n'est pas de nature à établir, à elle seule, que le projet emportera, au sens des dispositions précitées, une incidence notable sur l'environnement ou sur la santé humaine ». (CAA Nantes, 30 mai 2023, n° 22NT02352)

La réalisation d'une étude d'impact pour ce seul motif n'apparaît donc pas justifiée.

2.2. Sur l'absence d'atteinte aux espèces protégées

Le juge administratif considère que la production d'une étude d'impact n'est justifiée que si le projet, par ses caractéristiques, est susceptible d'impacter défavorablement la biodiversité :

« Il ne ressort pas des pièces du dossier que le projet impliquerait des drainages ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines, serait susceptible d'entraîner des perturbations, dégradations et destructions de la biodiversité ou des risques sanitaires particuliers ». (CAA Nantes, 30 mai 2023, n° 22NT02352).

Le Conseil d'Etat a également rappelé très récemment que la présence d'espèces protégées sur le site ne soumet pas automatiquement le maître d'ouvrage à l'obligation d'obtenir une dérogation « espèces protégées ». Le responsable du projet doit obtenir une dérogation « espèces protégées » uniquement si l'atteinte aux espèces protégées est « suffisamment caractérisée ». Pour démontrer que cette atteinte n'est pas « suffisamment caractérisée » et qu'il n'a donc pas besoin d'une dérogation, il peut être tenu compte des mesures permettant d'éviter le risque, mais aussi des mesures permettant de le réduire (Conseil d'Etat, Section, Avis, 09 décembre 2022, n°463563).

Si les études complémentaires réalisées en mai et juin dernier ont mis en évidence la présence d'espèces protégées sur le site, il convient de rappeler que les habitats concernés sont principalement les haies situées sur le pourtour du terrain, qui seront intégralement conservées et même renforcées dans le cadre de la réalisation du projet. Seule l'alouette des champs, espèce



patrimoniale mais non protégée, est potentiellement nicheuse au sein de la pelouse (Pièce jointe n°1, page 48) mais là encore, des prairies seront conservées en période de chantier et après la réalisation de la construction.

L'étude écologique que nous avons fait réaliser démontre que les impacts temporaires (phase chantier) et permanents (phase exploitation) du projet seront généralement faibles sur les enjeux environnementaux identifiés sur le site (Pièce jointe n°1, page 72).

Seules quelques incidences modérées ont été identifiées en lien avec les espèces animales et les habitats d'espèces, ce qui nous a incité à mettre spontanément en œuvre des mesures de réduction, d'évitement des incidences ainsi que des solutions d'accompagnement des espèces présentes sur le site.

2.3. Sur les mesures de réduction, d'évitement et d'accompagnement envisagées sur le site

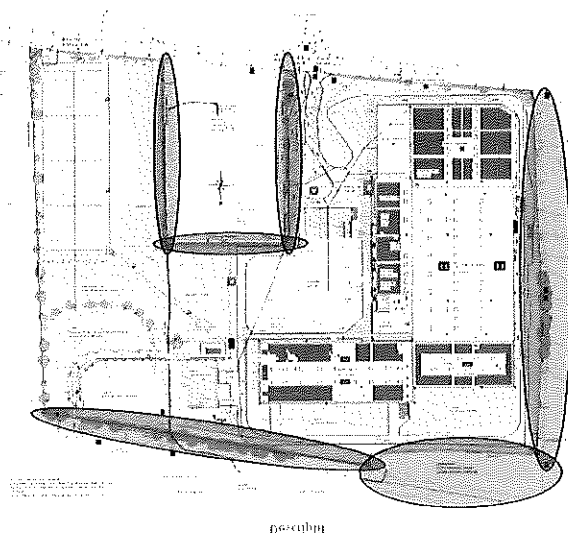
Bien que le projet ne s'inscrive ni dans un corridor ni dans un réservoir de biodiversité à préserver (Pièce jointe n°1, page 14), nous prévoyons de mettre en place différentes mesures visant à pérenniser, diversifier voire améliorer le cortège faunistique et floristique en présence, et ce au cours des différentes étapes de l'élaboration du projet (conception, chantier, exploitation) (Pièce jointe n°1, pages 74 et suivantes).

Ces mesures sont les suivantes :

a. Mesures d'évitement (Pièce jointe n°1, pages 74 et 76)

Ces mesures seront mises en place en priorité dans le cadre du projet puisqu'elles n'ont aucun impact sur les entités considérées visées au paragraphe suivant, celles-ci étant laissées en l'état.

Le projet prévoit ainsi de conserver la totalité des milieux arbustifs et arborés situés en périphérie du projet, ainsi que l'illustre le schéma ci-dessous (en vert) :



b. Mesures de réduction

Les mesures de réduction sont définies par les lignes directrices de la séquence ERC comme étant « une mesure définie après l'évitement et visant à réduire les impacts négatifs permanents ou temporaires d'un projet sur l'environnement, en phase chantier ou en phase exploitation. »



En premier lieu, afin de réduire le risque de mortalité et de perturbation d'individus d'espèce, le projet prévoit un phasage du chantier permettant (i) de rendre impropre à la nidification l'emprise du projet avant le démarrage des travaux (afin d'éviter la mortalité liée à la présence de nichées), (ii) l'usage des habitats périphériques au cours de l'année de réalisation des travaux, et (iii) l'extension du chantier uniquement en période de moindre impact. Chaque moment charnière du phasage sera validé par un écologue chargé du suivi des travaux (Pièce jointe n°1, pages 77 à 79).

En second lieu, le projet prévoit la mise en défens des zones externes au chantier et un phasage physique de ce dernier, l'objectif étant de maintenir les fonctionnalités des milieux périphériques lors des travaux et réduire le risque de mortalité et de perturbation d'individus d'espèces. Les mesures envisagées sont les suivantes (Pièce jointe n°1, pages 80 à 83) :

- en phase travaux : des zones notamment laissées (en vert) en friche afin de permettre un report des individus d'espèces sur ces zones, selon les schémas ci-dessous :

81 / 122

Le Calendrier

- Terrassements généraux (hors zone laissée en friche)
- Réalisation du clos couvert et démarrage des aménagements intérieurs

Travaux



Friche



Printemps / été 2024 : Isolement du chantier afin de maintenir les espèces rampantes (Reptiles notamment) en dehors du périmètre chantier. Le merlon proposé en pied de clôture permet de favoriser la fuite des individus du chantier, et de limiter leur entrée sur le chantier.

La lisière Nord est évitée, et le chantier éloigné au maximum afin de maintenir les fonctionnalités pour les Reptiles. La culture laissée en friche à l'Ouest permet de proposer des milieux d'alimentation voire de nidification pour des espèces nichant au sol de milieux ouverts à buissonnants (Linotte, Chardonneret, Alouette des champs...).

Le Calendrier

- Clôture en limite de propriété
- Aménagement Intérieur du bâtiment
- Travaux de finalisation des aménagements extérieurs
- Plantation des espaces verts

Eden végétal



Terrassement



Automne / Hiver 2024-2025 : Extension du chantier auprès et sur les zones sensibles (Rapprochement des haies, travaux sur la friche), démarrage des aménagements écologiques futurs. Pose des clôtures définitives.

- en phase exploitation du projet : la mise en place de limites à proximité des zones de voiries situées près des haies, et de zones disponibles (en vert) pour les individus d'espèces :



Printemps / été 2025 : Projet finalisé. Les zones au Nord et à l'Est des bâtiments sont des voiries complètes très peu circulées (1 à 2 véh./j), et peuvent donc être recolonisées. Des surfaces sont disponibles pour des aménagements écologiques (Zones Ouest).

En troisième lieu, le projet prévoit de limiter l'impact de la pollution lumineuse sur la biodiversité, en mettant notamment en place un système d'éclairage sur détecteurs pour les zones disponibles pour les individus d'espèces ainsi qu'en interdisant en phase travaux, le travail nocturne (Pièce jointe n°1, pages 84 et 85).



En quatrième lieu, une aire de lavage sera mise en place en phase travaux afin de limiter l'export de graines et de rejets d'espèces végétales exotiques envahissantes (Pièce jointe n°1, pages 86 et 87).

En cinquième lieu, afin de permettre l'utilisation à terme du site impacté par des espèces ubiquistes, les clôtures posées respecteront une ouverture minimale de 15 cm en partie basse, sur tout ou partie du linéaire clôturé, et notamment aux limites nord et ouest du projet, permettant le passage de la petite faune (Pièce jointe n°1, page 88).

c. Mesures d'accompagnement

Ces mesures consistent en :

- La création d'espaces verts et milieux ouverts permettant de pérenniser en particulier l'utilisation des espaces verts par la faune, par l'emploi notamment de semences de végétaux locales (Pièce jointe n°1, pages 89 et 90).
- La création et densification, en limites du projet des haies bocagères présentes (Pièce jointe n°1, page 91).
- L'implantation d'un bassin d'infiltration bordé de haies afin d'y favoriser l'implantation naturelle de flore et de faune inféodées aux milieux humides (flore hydrophile, amphibiens, odonates...). Une telle implantation ne répondant pas à une perte d'habitats aquatiques constatée mais à une volonté d'améliorer la biodiversité du site (Pièce jointe n°1, page 92).
- L'installation à des endroits stratégiques, afin d'accompagner la recolonisation du site et améliorer les capacités d'accueil, notamment par les reptiles : de pierriers, d'hibernaculums, de tas de bois mais également de gîtes à insectes, de gîtes à chiroptères et de nichoirs à oiseaux (Pièce jointe n°1, page 93).

d. Mesures de suivi et de coordination

Un coordinateur Environnement sera missionné en phases préparatoire et chantier, et assistera le Maître d'œuvre en assurant la coordination du chantier au regard des problématiques relatives à la biodiversité ainsi que tous les contrôles y afférents. Il s'assurera notamment de la bonne considération et réalisation des mesures d'évitement et de réduction retenues.

Un suivi sur 5 ans est proposé afin de vérifier la pérennité et le bon développement des habitats créés et consistera, sur deux passages printanier et estival, à faire état des populations faunistiques (chiroptères, oiseaux nicheurs, reptiles...) et vérifier le bon état des habitats et microhabitats (Pièce jointe n°1, page 94)

* *

*

Pour l'ensemble des motifs exposés ci-dessus, la Société MANITOU BF sollicite par le présent recours administratif, le retrait de l'arrêté du 11 mai 2023 prescrivant la réalisation d'une étude d'impact pour son projet d'usine de mécano-soudure à Candé ainsi que la délivrance d'un nouvel arrêté la dispensant de réaliser une telle étude.



Nous vous prions de croire, Monsieur le préfet, en l'expression de notre respectueuse considération.

Monsieur Nicolas DINARD

Pièces jointes :

1. Diagnostic écologique (octobre 2022 à juin 2023)
2. Etude du flux routier